

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° E-2023-156

portant imposition de prescriptions de mise en sécurité et de mesure immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la société Bioquercy à Gramat suite à un déversement accidentel de déchets en cours de traitement au sein de l'installation de méthanisation

**La Préfète du LOT,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 511-1, L. 171-8, L. 512-20, R. 512-69 et R. 512-70 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU l'arrêté préfectoral n°E-2016-281 du 9 novembre 2016, modifié, autorisant la société BIOQUERCY à exploiter une unité de méthanisation sur la commune de Gramat ainsi qu'un plan d'épandage associé ;

VU la visite de l'inspection des installations classées en date du 30 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'inspection précitée a mis en évidence un déversement accidentel de déchets en cours de traitement au sein de l'installation de méthanisation survenu sur le site le 29 mai 2023 ;

CONSIDÉRANT que le déversement est contenu sur site sur une aire étanche ;

CONSIDÉRANT qu'il convient, dès lors, de prescrire à l'exploitant la mise en sécurité du site pour empêcher un nouveau déversement et l'encadrement de la remise en service du site ;

CONSIDÉRANT que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site et de commencer le travail de suppression du déversement générée par l'accident ;

CONSIDÉRANT qu'il convient donc de prescrire en urgence la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des mesures de gestion que rendent nécessaire les conséquences de l'accident survenu le 29 mai 2023 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot ;

ARRÊTE

Article 1 : Respect des prescriptions

La société BIOQUERCY dont le siège social est situé ZAC des champs de Lescaze à ROQUEFORT (47310) est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour l'exploitation des installations situées sur le territoire de la commune de Gramat en zone d'activités du Périé.

Article 2 : Mesures immédiates conservatoires

I – L'exploitant est tenu de procéder aux mesures immédiates suivantes, sous un délai de 24 heures :

- mettre en sécurité les installations du site pour empêcher tout nouveau déversement ;
- procéder au pompage et au nettoyage du débordement sur le site ;
- arrêter la réception de déchets le temps de la remise en service effective de l'installation.

II – Les justifications liées aux mesures prises pour répondre aux dispositions du présent article, ainsi qu'à leur pertinence et à leur caractère pérenne, sont transmises à l'inspection des installations classées sous 24h.

III. L'exploitant procède au curage du tronçon de la tuyauterie endommagé lors de l'accident.

Les produits récupérés dans le cadre des opérations prévues au I et III sont gérés conformément à l'article 5 du présent arrêté.

Préalablement au redémarrage des installations, l'exploitant s'assure de l'efficacité des actions correctives qu'il a mises en place. Il transmet à l'inspection des installations classées un compte-rendu des actions réalisées et notamment il s'assure du bon état des tuyauteries.

Article 3 : Remise du rapport d'accident

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis par l'exploitant à la préfète et à l'inspection des installations classées **dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Il comporte, notamment :

- les circonstances et la chronologie de l'événement ;
- l'analyse des causes et des conséquences de l'accident (effets sur les personnes et l'environnement) ;
- les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire et pour pallier les effets sur l'environnement et la santé des populations à moyen ou à long terme ;
- un bilan massique de la pollution.

Ce rapport doit s'appuyer sur la fiche « accident » téléchargeable en ligne sur le site internet du Bureau d'Analyse des Risques et des Pollutions Industrielles.

Le rapport d'accident doit être complété et mis à jour au fur et à mesure des investigations sur le sinistre.

Article 4 : Remise d'un diagnostic sur l'impact environnemental et sanitaire du sinistre

L'exploitant remet à l'inspection des installations classées un diagnostic, établi par un organisme compétent, de l'impact du sinistre sur le site et sur l'environnement dans un délai de 1 mois à notification du présent arrêté.

Ce diagnostic comporte :

- a) un état des lieux concernant le terme source du sinistre : nature et quantité de produits et matières dangereuses concernés par l'incident ;
- b) une évaluation de la nature et des quantités de produits susceptibles d'avoir été émis dans l'environnement ;
- c) la détermination de la ou des zones maximales d'impact au regard des cibles et des enjeux en présence ;
- d) un inventaire des cibles et enjeux potentiels exposés aux conséquences du sinistre ;
- e) une justification de l'étanchéité ou non du tronçon de tuyauterie souterrain endommagé lors de l'accident ;
- f) des propositions de mesure de gestion le cas échéant.

Article 5 : Gestion des déchets liés à l'incident

L'exploitant procède à l'évacuation et à l'élimination dans des filières autorisées de tous les déchets issus de l'accident **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Le cas échéant, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un justificatif de compatibilité des déchets avec la nature des déchets pouvant être acceptés dans l'installation de méthanisation **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté.**

Article 6 : Gestion des odeurs

L'exploitant procède au traitement des odeurs liées à l'accident **dans un délai de 5 jours à compter de la notification du présent arrêté** et tient informé les riverains de l'avancée des opérations.

Article 7 : Transmissions des documents utiles

L'exploitant transmet à la préfète et au service de l'inspection des installations classées tout document ou information utile justifiant l'accomplissement des mesures prescrites par le présent arrêté.

Article 8 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L. 514-1 et suivants du Code de l'Environnement.

Article 9 : Publicité

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Lot pendant une durée minimale de deux mois.

Article 10 : Notification

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Lot et le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Lot et notifié à la société BIOQUERCY et dont une ampliation sera adressée :

- à la Sous-Préfète de Gourdon ;
- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement à l'Unité Inter-Départementale de la DREAL à Cahors ;
- au Maire de la commune de Gramat.

À Cahors, le

5 juin 2023

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général

Nicolas REGNY

Délais et voies de recours :

Conformément à l'article L.181-17 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du code de l'environnement à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), ou par l'application informatique télérecours moyen accessible par le biais du site « www.telerecours.fr » dans les délais ci-dessous :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au R.181-45 du code de l'environnement.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie.

Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès de Madame la Préfète du Lot – Place Chapou – 46009 Cahors Cedex. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des Territoires – Grande Arche de la Défense – Paroi sud / Tour Séquoia – 92055 La Défense. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.